

- 3° de uitwerking van afstandsovereenkomsten;
- 4° het juridisch advies (uitgezonderd fiscaal advies);
- 5° de verwezenlijking van financiële, sociale of milieuaudits.

De in aanmerking komende kosten omvatten ook de kosten in verband met de strategische begeleiding en het beheersadvies voor de overnemer tijdens een periode na de overname van maximaal drie jaar vanaf de datum van ondertekening van de afstandsovereenkomst.

Art. 13. Naast de in artikel 4 bedoelde documenten omvat de aanvraag voor de cheque "begeleiding afstand of overname" ook een diagnose "afstand of overname" die vereist is, ongeacht of deze al dan niet binnen het stelsel uitgevoerd wordt.

Met uitzondering van de strategische begeleiding en het beheersadvies voor de overnemer gedurende een periode na de overname van maximaal drie jaar vanaf de datum van ondertekening van de afstandsovereenkomst, indien de aard van deze begeleiding geen voorafgaande diagnose vereist.

Art. 14. De steun, bestemd voor de projectontwikkelaar of de onderneming, bedraagt maximaal vijftig procent van het totaal bedrag van de in aanmerking komende kosten.

Het maximumbedrag van de overheidssteun bedraagt 15.000 euro over drie jaar.

De dienstverleningen moeten binnen de twaalf maanden na de ontvankelijkheid van het dossier uitgevoerd worden.

Art. 15. In het kader van de cheque "overdracht" voegt de dienstverlener bij zijn factuur een executieverslag dat minstens de volgende gegevens bevat, naast de minimelementen bedoeld in artikel 20 van het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2017 :

- 1° de gedetailleerde planning van de werkelijke dagen van dienstverlening;
- 2° in geval van onderaanneming, de gegevens van de onderaannemer alsook de datums van dienstverlening;
- 3° in voorkomend geval, een onderscheid tussen de dienstverleningen die in het kader van de overeenkomst uitgevoerd worden en die die buiten de overeenkomst uitgevoerd worden;
- 4° de vermelding :

"Het bedrag van..... euro, dat overeenkomt met chequenr. [chequennummer], zal worden betaald door de uitgever van de cheque, verdeeld tussen een overheidssteun van..... euro en een aandeel betaald door de begunstigde van.... euro.

Het te betalen saldo bedraagt dus..... euro en komt overeen met..... (bijv. : BTW, reiskosten,...)".

Art. 16. Overeenkomstig het decreet van 15 december 2011 houdende organisatie van de begroting, de boekhouding en de verslaggeving van de Waalse overheidsbestuursinstellingen, kan de "SPW EER", in het kader van de controle en de invordering als bedoeld in afdeling 6 van hoofdstuk 1 van het decreet van 21 december 2016, elk nuttig document opvragen dat bewijst dat de steun gebruikt wordt voor de doeleinden waarvoor hij wordt toegekend.

HOOFDSTUK IV. — *Eindbepaling*

Art. 17. Dit besluit treedt in werking op 8 april 2019.

Namen, 4 april 2019.

P.-Y. JEHOLET

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2019/202951]

4 AVRIL 2019. — Arrêté ministériel portant exécution partielle, en matière de transmission d'entreprises, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2017 portant exécution des chapitres 1^{er}, 3 et 4 du décret du 21 décembre 2016 portant octroi d'aides, au moyen d'un portefeuille intégré d'aides en Région wallonne, aux porteurs de projets et aux petites et moyennes entreprises pour rémunérer des services promouvant l'entrepreneuriat ou la croissance, et constituant une banque de données de sources authentiques liées à ce portefeuille intégré

Le Ministre de l'Economie,

Vu le décret du 21 décembre 2016 portant octroi d'aides, au moyen d'un portefeuille intégré d'aides en Région wallonne, aux porteurs de projets et aux petites et moyennes entreprises pour rémunérer des services promouvant l'entrepreneuriat ou la croissance, et constituant une banque de données de sources authentiques liées à ce portefeuille intégré, les articles 1^{er}, § 3, 1^o, 3^o et 4^o, 2, alinéa 1^{er}, 6, § 1^{er}, alinéa 3, et § 2, alinéas 1^{er} et 2, 1^o et 2^o, 7, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, et § 2, alinéas 1^{er} et 3, 1^o et 2^o, 9, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, et § 2, 10, § 2, alinéas 1^{er} et 2, et § 3, alinéa 1^{er}, 11, 12, 14, alinéas 1^{er}, 1^o, 2^o, 3^o, 5^o et 6^o, et 2, 37 et 38, alinéa 2;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2017 portant exécution des chapitres 1^{er}, 3 et 4 du décret du 21 décembre 2016 portant octroi d'aides, au moyen d'un portefeuille intégré d'aides en Région wallonne, aux porteurs de projets et aux petites et moyennes entreprises pour rémunérer des services promouvant l'entrepreneuriat ou la croissance, et constituant une banque de données de sources authentiques liées à ce portefeuille intégré, les articles 6 et 20;

Vu le rapport du 12 décembre 2018 établi conformément à l'article 3, 2^o, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 31 janvier 2019;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 15 mars 2019;

Vu la demande d'avis dans un délai de 30 jours, adressée au Conseil d'État le 5 février 2019, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant l'absence de communication de l'avis dans ce délai;

Vu l'article 84, § 4, alinéa 2, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973,

Arrête :

CHAPITRE I^{er}. — Dispositions générales

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté ministériel, l'on entend par :

1^o le décret du 21 décembre 2016 : le décret du 21 décembre 2016 portant octroi d'aides, au moyen d'un portefeuille intégré d'aides en Région wallonne, aux porteurs de projets et aux petites et moyennes entreprises pour rémunérer des services promouvant l'entrepreneuriat ou la croissance, et constituant une banque de données de sources authentiques liées à ce portefeuille intégré;

2^o l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2017 : l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2017 portant exécution des chapitres 1^{er}, 3 et 4 du décret du 21 décembre 2016 relatif portant octroi d'aides, au moyen d'un portefeuille intégré d'aides en Région wallonne, aux porteurs de projets et aux petites et moyennes entreprises pour rémunérer des services promouvant l'entrepreneuriat ou la croissance, et constituant une banque de données de sources authentiques liées à ce portefeuille intégré;

3^o le SPW EER : le Service public de Wallonie Economie, Emploi, Recherche;

4^o l'entreprise : l'entreprise définie à l'article 1^{er}, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, du décret du 21 décembre 2016 et ne relevant pas des secteurs suivants :

a) le secteur de la pêche et l'aquaculture (code NACE-BEL : 03.);

b) le secteur de la production primaire de produits agricoles (code NACE-BEL: 01.1 à 01.5);

5^o le porteur de projet : le porteur de projet défini à l'article 1^{er}, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o du décret du 21 décembre 2016;

6^o la SOWACCESS : la société anonyme Société wallonne d'acquisitions et de cessions d'entreprises;

7^o le siège d'exploitation : l'unité d'établissement telle que visée à l'article I.2, 16^o, du Code de droit économique.

Art. 2. § 1^{er}. L'aide du portefeuille intégré visée par le présent arrêté est le chèque « transmission ». Cette aide est gérée par le SPW EER.

§ 2. Les dossiers relatifs aux aides du portefeuille intégré visées au paragraphe 1^{er} sont traités par tout agent de niveau A, B, C ou D tel que défini dans l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant le Code de la Fonction publique wallonne, désigné par le directeur général du SPW EER.

La décision de recevabilité, de paiement, du contrôle et du recouvrement des aides du portefeuille intégré visées à l'alinéa 1^{er} relève de tout agent de niveau A tel que défini dans l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant le Code de la Fonction publique wallonne, désigné par le directeur général du SPW EER.

Art. 3. Les aides visées par le présent arrêté concernent le portefeuille intégré relatif à la thématique de la transmission d'entreprise.

Cette thématique est composée de deux chèques à savoir :

1^o le chèque « diagnostic cession ou reprise »;

2^o le chèque « accompagnement cession ou reprise ».

Sans préjudice des conditions fixées par le décret du 21 décembre 2016 et l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2017, les chèques de la thématique « transmission d'entreprises » ont pour finalité de favoriser :

1^o la reprise par un porteur de projet d'une micro, petite ou moyenne entreprise dont le siège d'exploitation est situé sur le territoire de la Région wallonne;

2^o la reprise par une entreprise, indépendamment de la situation géographique de son siège d'exploitation, d'une micro, petite ou moyenne entreprise dont le siège d'exploitation est situé sur le territoire de la Région wallonne;

3^o la reprise par une entreprise, dont le siège d'exploitation est situé sur le territoire de la Région wallonne, d'une autre entreprise, indépendamment de la situation géographique de son siège d'exploitation;

4^o la pérennité de la reprise d'une entreprise, dont le siège d'exploitation est situé sur le territoire de la Région wallonne, durant la période post-reprise, définie comme la période de trois ans maximum à compter de la date de la signature de la convention de cession;

5^o la transmission d'une entreprise, dont le siège d'exploitation est situé sur le territoire de la Région wallonne, par un cédant.

Art. 4. Lors de l'introduction, le dossier contient les documents suivants :

1^o la demande de chèque générée par la plateforme;

2^o la convention entre bénéficiaire et prestataire générée par la plateforme. Cette dernière peut être complétée par des éléments spécifiques à l'aide sollicitée.;

3^o l'attestation de minimis;

4^o l'attestation PME.

Lors de la clôture du chèque, le dossier contient les documents suivants :

1^o le rapport de prestations généré par la plateforme. Ce dernier peut être complété par des éléments spécifiques à l'aide sollicitée.;

2^o la facture émise par le prestataire.

La demande introduite par un porteur de projet ne doit pas contenir les documents repris au § 1^{er}, 3^o et 4^o.

Art. 5. Hormis l'aide de chèque à destination du porteur de projet, la présente aide est une aide *de minimis* au sens du règlement (UE) n^o 1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides *de minimis*.

Art. 6. Les coûts admissibles couverts par les chèques de la thématique « transmission d'entreprises », à destination du porteur de projet ou de l'entreprise, relèvent du pilier « conseil » du portefeuille électronique de l'entreprise.

Art. 7. Le montant maximal de l'intervention publique est de 22.000 euros sur trois années dans le cadre des chèques à la transmission d'entreprise.

Art. 8. Conformément à l'article 10 du décret du 21 décembre 2016 et aux articles 12 à 14 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2017, pour les coûts admissibles des chèques de la thématique « transmission », seuls les prestataires labellisés par le SPW EER, après avis du centre de référence et d'un centre d'avis spécifique, peuvent réaliser les prestations pour ces chèques.

Dans le cadre des chèques de la thématique « transmission », le centre d'avis spécifique est entendu comme étant le Comité éthique de la SOWACCESS.

CHAPITRE II. — Chèque « diagnostic cession ou reprise »

Art. 9. Les types de coûts admissibles au travers du chèque « diagnostic cession ou reprise » sont les coûts relatifs à un ensemble de prestations liées à une demande de diagnostic ou d'état des lieux en vue d'un accompagnement et d'une préparation d'un processus de cession ou de reprise.

Selon le niveau de préparation du porteur de projet ou de l'entreprise bénéficiaire, les prestations éligibles dans le cadre du diagnostic cession ou reprise peuvent notamment consister en :

- 1° diagnostic ou état des lieux;
- 2° recommandations stratégiques : plan d'actions;
- 3° valorisation;
- 4° conseils juridiques;
- 5° audits divers.

Art. 10. L'aide, à destination du porteur de projet ou de l'entreprise, représente maximum septante-cinq pour cent du montant total des coûts admissibles.

Le montant maximal de l'intervention publique est de 7.000 euros sur trois années.

Le diagnostic de cession ou de reprise est réalisé dans les six mois à dater de la recevabilité du dossier.

Art. 11. Complémentairement aux documents dont question à l'article 4, pour le chèque « diagnostic cession ou reprise », la demande comprend également une attestation sollicitée auprès de la SOWACCESS.

CHAPITRE III. — Chèque « accompagnement cession ou reprise »

Art. 12. Les types de coûts admissibles au travers du chèque « accompagnement cession ou reprise » sont les coûts relatifs aux frais de consultance, faisant suite au diagnostic de cession ou de reprise, liés à la cession ou à la reprise d'une entreprise tels que notamment :

- 1° la valorisation de l'entreprise;
- 2° la recherche de contreparties;
- 3° la réalisation de convention de cession;
- 4° le conseil juridique, hors conseil fiscal;
- 5° la réalisation d'audits financiers, sociaux ou environnementaux.

Figurent également au titre des coûts admissibles les coûts relatifs à l'accompagnement stratégique et les conseils en gestion à destination du repreneur durant une période post-reprise de trois ans maximum à compter de la date de la signature de la convention de cession.

Art. 13. Complémentairement aux documents dont question à l'article 4, la demande pour le chèque accompagnement à la cession ou à la reprise comprend également un diagnostic de cession ou de reprise, qui constitue un pré-requis, qu'il soit réalisé au sein du dispositif ou non.

A l'exception de l'accompagnement stratégique et les conseils en gestion à destination du repreneur durant une période post-reprise de trois ans maximum à compter de la date de la signature de la convention de cession lorsque la nature de cet accompagnement ne nécessite pas de diagnostic préalable.

Art. 14. L'aide, à destination du porteur de projet ou de l'entreprise, représente maximum cinquante pourcent du montant total des coûts admissibles.

Le montant maximal de l'intervention publique est de 15.000 euros sur trois années.

Les prestations sont réalisées dans les douze mois à dater de la recevabilité du dossier.

Art. 15. Dans le cadre du chèque « transmission », outre les éléments minimaux demandés à l'article 20 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2017, le prestataire joint à sa facture un rapport d'exécution qui contient au moins les informations suivantes :

- 1° le planning détaillé des jours effectifs de prestation;
- 2° en cas de sous-traitance, l'identité du sous-traitant ainsi que ses dates de prestation;
- 3° le cas échéant, une distinction entre les prestations effectuées dans le cadre de la convention et celles qui sont en dehors de la convention;
- 4° la mention :

« Le montant de euros, correspondant au chèque n° [numéro du chèque], sera acquitté par l'émetteur de chèque, ventilé entre une intervention publique de euros et une quote-part versée par le bénéficiaire de euros.

Le solde à payer s'élève donc à.... euros et correspond à..... (ex. : la TVA, les frais de déplacement,...) ». ».

Art. 16. Conformément au décret du 15 décembre 2011 portant organisation du budget, de la comptabilité et du reportage des unités d'administration publique wallonnes, dans le cadre du contrôle et du recouvrement prévu à la section 6 chapitre 1^{er} du décret du 21 décembre 2016, le SPW EER peut demander tout document utile prouvant que l'aide est utilisée aux fins pour lesquelles elle est accordée.

CHAPITRE IV. — *Disposition finale*

Art. 17. Le présent arrêté entre en vigueur le 8 avril 2019.

Namur, le 4 avril 2019.

P.-Y. JEHOLET

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2019/202951]

4. APRIL 2019 — Ministerieller Erlass zur Teilausführung im Bereich der Unternehmensübertragung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2017 zur Ausführung der Kapitel 1, 3 und 4 des Dekrets vom 21. Dezember 2016 zur Gewährung von Beihilfen an Projektträger und kleine und mittlere Unternehmen als Entgelt für Dienstleistungen zur Förderung des Unternehmertums oder des Wachstums anhand eines integrierten Portfolios für Beihilfen in der Wallonischen Region, und zur Schaffung einer Datenbank aus authentischen Quellen in Verbindung mit diesem integrierten Portfolio

Der Minister für Wirtschaft,

Aufgrund des Dekrets vom 21. Dezember 2016 zur Gewährung von Beihilfen an Projektträger und kleine und mittlere Unternehmen als Entgelt für Dienstleistungen zur Förderung des Unternehmertums oder des Wachstums anhand eines integrierten Portfolios für Beihilfen in der Wallonischen Region, und zur Schaffung einer Datenbank aus authentischen Quellen in Verbindung mit diesem integrierten Portfolio, Artikel 1 § 3 Ziffern 1, 3 und 4, Artikel 2 Absatz 1, Artikel 6 § 1 Absatz 3 und § 2 Absätze 1 und 2 Ziffern 1 und 2, Artikel 7 § 1 Absatz 1 und § 2 Absätze 1 und 3 Ziffern 1 und 2, Artikel 9 § 1 Absatz 1 und § 2, Artikel 10 § 2 Absätze 1 und 2 und § 3 Absatz 1, Artikel 11, Artikel 12, Artikel 14 Absatz 1 Ziffern 1, 2, 3, 5 und 6 und Absatz 2, Artikel 37 und Artikel 38 Absatz 2;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2017 zur Ausführung der Kapitel 1, 3 und 4 des Dekrets vom 21. Dezember 2016 zur Gewährung von Beihilfen an Projektträger und kleine und mittlere Unternehmen als Entgelt für Dienstleistungen zur Förderung des Unternehmertums oder des Wachstums anhand eines integrierten Portfolios für Beihilfen in der Wallonischen Region, und zur Schaffung einer Datenbank aus authentischen Quellen in Verbindung mit diesem integrierten Portfolio, Artikel 6 und 20;

Aufgrund des Berichts vom 12. Dezember 2018, aufgestellt in Übereinstimmung mit Artikel 3 Ziffer 2 des Dekrets vom 11. April 2014 zur Umsetzung der Resolutionen der im September 1995 in Peking organisierten Weltfrauenkonferenz der Vereinten Nationen und zur Integration des Gender Mainstreaming in allen regionalen politischen Vorhaben;

Aufgrund der am 31. Januar 2019 abgegebenen Stellungnahme des Finanzinspektors;

Aufgrund des am 15. März 2019 gegebenen Einverständnisses des Ministers für Haushalt;

Aufgrund des am 5. Februar 2019 beim Staatsrat eingereichten Antrags auf Abgabe eines Gutachtens innerhalb von 30 Tagen, in Anwendung von Artikel 84 § 1 Absatz 1 Ziffer 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat;

In Erwägung der fehlenden Mitteilung dieses Gutachtens binnen derselben Frist;

Aufgrund von Artikel 84 § 4 Absatz 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat,

Beschließt:

KAPITEL I — *Allgemeine Bestimmungen*

Artikel 1 - Zur Anwendung des vorliegenden Ministeriellen Erlasses gelten folgende Definitionen:

1° Dekret vom 21. Dezember 2016: das Dekret vom 21. Dezember 2016 zur Gewährung von Beihilfen an Projektträger und kleine und mittlere Unternehmen als Entgelt für Dienstleistungen zur Förderung des Unternehmertums oder des Wachstums anhand eines integrierten Portfolios für Beihilfen in der Wallonischen Region, und zur Schaffung einer Datenbank aus authentischen Quellen in Verbindung mit diesem integrierten Portfolio;

2° Erlass der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2017: der Erlass der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2017 zur Ausführung der Kapitel 1, 3 und 4 des Dekrets vom 21. Dezember 2016 zur Gewährung von Beihilfen an Projektträger und kleine und mittlere Unternehmen als Entgelt für Dienstleistungen zur Förderung des Unternehmertums oder des Wachstums anhand eines integrierten Portfolios für Beihilfen in der Wallonischen Region, und zur Schaffung einer Datenbank aus authentischen Quellen in Verbindung mit diesem integrierten Portfolio;

3° ÖDW WBF: der Öffentliche Dienst der Wallonie Wirtschaft, Beschäftigung und Forschung;

4° Unternehmen: das Unternehmen im Sinne von Artikel 1 § 1 Absatz 1 Ziffer 2 des Dekrets vom 21. Dezember 2016, das nicht zu den folgenden Sektoren gehört:

a) Fischerei und Aquakultur (NACE-BEL Code: 03);

b) Primärerzeugung von landwirtschaftlichen Erzeugnissen (NACE-BEL Code: 01.1 bis 01.5);

5° Projektträger: der Projektträger im Sinne von Artikel 1 § 1 Absatz 1 Ziffer 1 des Dekrets vom 21. Dezember 2016;

6° SOWACCESS: die Aktiengesellschaft "Société wallonne d'acquisitions et de cessions d'entreprises" (Wallonische Gesellschaft für Unternehmenserwerbe und -veräußerungen);

7° Betriebsstz: die Niederlassungseinheit im Sinne von Artikel I.2. Ziffer 16 des Wirtschaftsgesetzbuches.

Art. 2 - § 1. Die Beihilfe aus dem integrierten Portfolio, die Gegenstand des vorliegenden Erlasses ist, ist der Scheck "Übertragung". Diese Beihilfe wird vom ÖDW WBF verwaltet.

§ 2. Die Akten über die Beihilfen aus dem integrierten Portfolio nach § 1 werden von jedem Bediensteten der Stufe A, B, C oder D im Sinne des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. Dezember 2003 zur Festlegung des Kodex des wallonischen öffentlichen Dienstes bearbeitet, der vom Generaldirektor des ÖDW WBF bestellt worden ist.

Die Entscheidung über die Zulässigkeit, die Auszahlung, die Kontrolle und die Beitreibung der in Absatz 1 genannten Beihilfen aus dem integrierten Portfolio unterliegt der Zuständigkeit jedes Bediensteten der Stufe A im Sinne des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. Dezember 2003 zur Festlegung des Kodex des wallonischen öffentlichen Dienstes, der vom Generaldirektor des ÖDW WBF bestellt worden ist.

Art. 3 - Die im vorliegenden Erlass genannten Beihilfen betreffen das integrierte Portfolio in Bezug auf das Themenfeld der Unternehmensübertragung.

Dieses Themenfeld besteht aus zwei Schecks, nämlich:

- 1° dem Scheck "Diagnose Abtretung bzw. Übernahme";
- 2° dem Scheck "Betreuung Abtretung bzw. Übernahme".

Unbeschadet der im Dekret vom 21. Dezember 2016 und im Erlass der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2017 festgelegten Bedingungen ist es Ziel der Schecks aus dem Themenfeld "Unternehmensübertragung", folgenden Vorgängen Vorschub zu leisten:

- 1° die Übernahme durch einen Projektträger eines Kleinst-, kleinen oder mittleren Unternehmens, dessen Betriebssitz auf dem Gebiet der Wallonischen Region gelegen ist;
- 2° die Übernahme durch ein Unternehmen, ungeachtet der geographischen Lage seines Betriebssitzes, eines Kleinst-, kleinen oder mittleren Unternehmens, dessen Betriebssitz auf dem Gebiet der Wallonischen Region gelegen ist;
- 3° die Übernahme durch ein Unternehmen, dessen Betriebssitz auf dem Gebiet der Wallonischen Region gelegen ist, eines anderen Unternehmens, ungeachtet der geographischen Lage seines Betriebssitzes;
- 4° die Sicherung der Übernahme eines Unternehmens, dessen Betriebssitz auf dem Gebiet der Wallonischen Region gelegen ist, während der Periode direkt nach der Übernahme, die als eine Periode mit einer Dauer von maximal drei Jahren ab dem Datum der Unterzeichnung der Abtretungsvereinbarung zu verstehen ist;
- 5° die Übertragung eines Unternehmens, dessen Betriebssitz auf dem Gebiet der Wallonischen Region gelegen ist, durch einen Abtretenden.

Art. 4 - Bei der Einreichung enthält die Akte folgende Dokumente:

- 1° den aus der Plattform entstandenen Scheckantrag;
- 2° die aus der Plattform entstandene Vereinbarung zwischen dem Leistungsempfänger und dem Diensteanbieter. Letztere kann um für die beantragte Beihilfe spezifische Angaben ergänzt werden;
- 3° die De-minimis-Bescheinigung;
- 4° die KMU-Bescheinigung.

Beim Abschluss des Schecks enthält die Akte folgende Dokumente:

- 1° den aus der Plattform entstandenen Leistungsbericht; Letzterer kann um für die beantragte Beihilfe spezifische Angaben ergänzt werden;
- 2° die vom Diensteanbieter ausgestellte Rechnung.

Der von einem Projektträger eingereichte Antrag muss nicht die in § 1 Ziffern 3 und 4 genannten Dokumente enthalten.

Art. 5 - Mit Ausnahme der Scheckbeihilfe zugunsten des Projektträgers gilt vorliegende Beihilfe als De-Minimis-Behilfe im Sinne der Verordnung (EU) Nr. 1407/2013 der Kommission vom 18. Dezember 2013 über die Anwendung der Artikel 107 und 108 des Vertrags über die Arbeitsweise der Europäischen Union auf De-Minimis-Behilfen.

Art. 6 - Die beihilfefähigen Kosten, die mit den Schecks aus dem Themenfeld "Unternehmensübertragung" für Projektträger oder Unternehmen gedeckt werden, fallen unter den Pfeiler "Beratung" des elektronischen Portfolios des Unternehmens.

Art. 7 - Der Höchstbetrag der öffentlichen Beteiligung beläuft sich im Rahmen der Schecks für die Unternehmensübertragung auf 22.000 Euro über drei Jahre.

Art. 8 - In Übereinstimmung mit Artikel 10 des Dekrets vom 21. Dezember 2016 und den Artikeln 12 bis 14 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2017 und was die beihilfefähigen Kosten der Schecks aus dem Themenfeld "Übertragung" betrifft, dürfen nur die vom ÖDW WBF nach Stellungnahme des Referenzzentrums und eines spezifischen Beratungszentrums zertifizierten Diensteanbieter die Leistungen für diese Schecks erbringen.

Im Rahmen der Schecks aus dem Themenfeld "Übertragung" ist unter "spezifischem Beratungszentrum" der Ethikausschuss der SOWACCESS zu verstehen.

KAPITEL II — Scheck "Diagnose Abtretung bzw. Übernahme"

Art. 9 - Die Kosten, die mittels des Schecks "Diagnose Abtretung bzw. Übernahme" beihilfefähig sind, sind solche, die sich auf eine Reihe von Leistungen in Verbindung mit einem Antrag auf Diagnose oder Bestandsaufnahme zwecks der Betreuung oder Vorbereitung im Rahmen eines Abtretungs- oder Übernahmeverfahrens beziehen.

Je nach dem Vorbereitungsstand des Projektträgers oder des Empfängerunternehmens können die im Rahmen der Diagnose Abtretung bzw. Übernahme für die Beihilfe in Betracht kommenden Leistungen insbesondere die folgenden umfassen:

- 1° Diagnose oder Bestandsaufnahme;
- 2° strategische Empfehlungen: Aktionsplan;
- 3° Bewertung;
- 4° Rechtsberatung;
- 5° diverse Audits.

Art. 10 - Die Beihilfe an den Projektträger oder an das Unternehmen entspricht maximal fünfundsiebzig Prozent des Gesamtbetrags der beihilfefähigen Kosten.

Der Höchstbetrag der öffentlichen Beteiligung beläuft sich auf 7.000 Euro über drei Jahre.

Die Diagnose über die Abtretung bzw. die Übernahme wird binnen sechs Monaten ab der Zulässigkeit der Akte erstellt.

Art. 11 - Für den Scheck "Diagnose Abtretung bzw. Übernahme" umfasst der Antrag zusätzlich zu den in Artikel 4 erwähnten Dokumenten ebenfalls eine bei der SOWACCESS beantragte Bescheinigung.

KAPITEL III — *Scheck "Betreuung Abtretung bzw. Übernahme"*

Art. 12 - Die Kosten, die mittels des Schecks "Betreuung Abtretung bzw. Übernahme" beihilfefähig sind, sind solche, die sich auf die Beratungskosten beziehen, die auf die Abtretungs- oder Übernahmediagnose folgen und im Zusammenhang mit der Abtretung bzw. der Übernahme eines Unternehmens stehen, insbesondere:

- 1° die Bewertung des Unternehmens;
- 2° die Suche nach Gegenleistungen;
- 3° die Erstellung des Abtretungsvertrags;
- 4° die Rechtsberatung, mit Ausnahme der Steuerberatung;
- 5° die Durchführung von Finanz-, Sozial-, oder Umweltaudits.

Zu den beihilfefähigen Kosten gehören ebenfalls die Kosten in Bezug auf die strategische Betreuung und die betriebswirtschaftliche Beratung des Übernehmers während einer Periode direkt nach der Übernahme von maximal drei Jahren ab dem Datum der Unterzeichnung der Abtretungsvereinbarung.

Art. 13 - Der Scheckantrag für die Betreuung im Rahmen einer Abtretung bzw. Übernahme umfasst zusätzlich zu den in Artikel 4 erwähnten Dokumenten ebenfalls eine Abtretungs- oder Übernahmediagnose, die eine Vorbedingung bildet, sei sie im Rahmen der Regelung erstellt oder nicht.

Dies gilt nicht für die strategische Betreuung und die betriebswirtschaftliche Beratung des Übernehmers während einer Periode direkt nach der Übernahme von maximal drei Jahren ab dem Datum der Unterzeichnung der Abtretungsvereinbarung, wenn die Art dieser Betreuung keine vorherige Diagnose erfordert.

Art. 14 - Die Beihilfe an den Projektträger oder an das Unternehmen entspricht maximal fünfzig Prozent des Gesamtbetrags der beihilfefähigen Kosten.

Der Höchstbetrag der öffentlichen Beteiligung beläuft sich auf 15.000 Euro über drei Jahre.

Die Leistungen werden binnen zwölf Monaten ab der Zulässigkeit der Akte erbracht.

Art. 15 - Im Rahmen des Schecks "Übertragung" fügt der Diensteanbieter seiner Rechnung neben den in Artikel 20 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2017 verlangten Mindestangaben einen Bericht über die Erbringung der Dienstleistung bei, der mindestens die folgenden Informationen enthält:

- 1° den detaillierten Zeitplan der tatsächlich geleisteten Tage;
- 2° im Falle der Vergabe an einen Subunternehmer, die Kontaktdaten des Subunternehmers sowie die von ihm geleisteten Tage;
- 3° gegebenenfalls eine Unterscheidung zwischen den Leistungen, die im Rahmen der Vereinbarung und denjenigen, die außerhalb der Vereinbarung erbracht wurden;
- 4° den Hinweis:

"Der Betrag von..... Euro, welcher dem Scheck mit Nr. [Nummer des Schecks] entspricht, wird vom Scheckaussteller entrichtet werden, wobei sich dieser Betrag aus einer öffentlichen Beteiligung von..... Euro und einem vom Leistungsempfänger überwiesenen Anteil von..... Euro zusammensetzt.

Der zu zahlende Restbetrag beläuft sich demnach auf... Euro und entspricht..... (etwa MWSt, Fahrtkosten,...)".

Art. 16 - In Übereinstimmung mit dem Dekret vom 15. Dezember 2011 zur Organisation des Haushaltsplans, der Buchführung und der Berichterstattung der wallonischen öffentlichen Verwaltungseinheiten kann der ÖDW WBF im Rahmen der Kontrolle und Beitreibung nach Kapitel 1 Abschnitt 6 des Dekrets vom 21. Dezember 2016 jedes nützliche Dokument zum Nachweis dafür verlangen, dass die Beihilfe zu den Zwecken verwendet wird, für die sie gewährt worden ist.

KAPITEL IV — *Schlussbestimmungen*

Art. 17 - Der vorliegende Erlass tritt am 8. April 2019 in Kraft.

Namur, den 4. April 2019

P.-Y. JEHOLET

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2019/202951]

4 APRIL 2019. — Ministerieel besluit houdende gedeeltelijke uitvoering, inzake ondernemingsoverdracht, van het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2017 houdende uitvoering van de hoofdstukken 1, 3 en 4 van het decreet van 21 december 2016 houdende de toekenning van steun via een in het Waalse Gewest geïntegreerd steunportfolio aan projectontwikkelaars en kleine en middelgrote ondernemingen, ter vergoeding van de diensten ter bevordering van het ondernemerschap of de groei, en strekkende tot de oprichting van een databank van authentieke bronnen die verbonden is met die geïntegreerde portfolio

De Minister van Economie,

Gelet op het decreet van 21 december 2016 houdende de toekenning van steun via een in het Waalse Gewest geïntegreerd steunportfolio aan projectontwikkelaars en kleine en middelgrote ondernemingen, ter vergoeding van de diensten ter bevordering van het ondernemerschap of de groei, en strekkende de oprichting van een databank van authentieke bronnen die verbonden is met die geïntegreerde portefeuille, de artikelen 1, § 3, 1°, 3° en 4°, 2, eerste lid, 6, § 1, derde lid, en § 2, lid 1 en 2, 1° en 2°, 7, § 1, eerste lid, en § 2, lid 1 en 3, 1° en 2°, 9, § 1, eerste lid 1, en § 2, 10, § 2, lid 1 en 2, en § 3, eerste lid, 11, 12, 14, leden 1, 1°, 2°, 3°, 5° en 6°, en 2, 37 en 38, tweede lid;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2017 houdende uitvoering van de hoofdstukken 1, 3 en 4 van het decreet van 21 december 2016 houdende de toekenning van steun via een in het Waalse Gewest geïntegreerd steunportfolio aan projectontwikkelaars en kleine en middelgrote ondernemingen, ter vergoeding van de diensten ter bevordering van het ondernemerschap of de groei, en strekkende de oprichting van een databank van authentieke bronnen die verbonden is met die geïntegreerde portefeuille, de artikelen 6 en 20;

Gelet op het verslag van 12 december 2018 opgesteld overeenkomstig artikel 3, 2°, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehadt en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 31 januari 2019;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 15 maart 2019;

Gelet op de adviesaanvraag binnen een termijn van 30 dagen, gericht aan de Raad van State op 5 februari 2019, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op het uitblijven van advies binnen deze termijn;

Gelet op artikel 84, § 4, lid 2, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Algemene bepalingen*

Artikel 1. Voor de toepassing van dit ministerieel besluit wordt verstaan onder:

1° het decreet van 21 december 2016 : het decreet van 21 december 2016 houdende de toekenning van steun via een in het Waalse Gewest geïntegreerd steunportfolio aan projectontwikkelaars en kleine en middelgrote ondernemingen, ter vergoeding van de diensten ter bevordering van het ondernemerschap of de groei, en strekkende de oprichting van een databank van authentieke bronnen die verbonden is met die geïntegreerde portefeuille;

2° het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2017 : het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2017 houdende uitvoering van de hoofdstukken 1, 3 en 4 van het decreet van 21 december 2016 houdende de toekenning van steun via een in het Waalse Gewest geïntegreerd steunportfolio aan projectontwikkelaars en kleine en middelgrote ondernemingen, ter vergoeding van de diensten ter bevordering van het ondernemerschap of de groei, en strekkende de oprichting van een databank van authentieke bronnen die verbonden is met die geïntegreerde portefeuille;

3° de "SPW EER": de "Service public de Wallonie Economie, Emploi, Recherche" (de Waalse Overheidsdienst Economie, Tewerkstelling, Onderzoek);

4° onderneming: de onderneming bedoeld in artikel 1, § 1, lid 1, 2°, van het decreet van 21 december 2016 en die niet onder de volgende sectoren valt :

a) de sector visvangst en aquacultuur (NACE-BEL-code : 03.);

b) de sector primaire productie van landbouwproducten (NACE-BEL-code : 01.01 tot 01.5);

5° projectontwikkelaar : de persoon bedoeld in artikel 1, § 1, lid 1, 1°, van het decreet van 21 december 2016;

6° SOWACCESS : de naamloze vennootschap "Société wallonne d'acquisitions et de cessions d'entreprises" (Waalse Maatschappij voor de aankopen en de afstanden van ondernemingen);

7° bedrijfszetel : vestigingseenheid als bedoeld in artikel I.2., 16°, van het Wetboek van economisch recht.

Art. 2. § 1. De steun van het geïntegreerd portfolio bedoeld in dit besluit is de cheque "overdracht". Die steun wordt door de "SPW EER" beheerd.

§ 2. De dossiers in verband met de steun van het geïntegreerd portfolio bedoeld in paragraaf 1 worden behandeld door elk personeelslid van niveau A, B, C of D zoals omschreven in het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 houdende de Waalse Ambtenarencode, aangewezen door de Directeur-Generaal van de "SPW EER".

De beslissing met betrekking tot de ontvankelijkheid, uitbetaling, controle en invordering van de steun van het geïntegreerd portfolio bedoeld in lid 1 behoort tot elk personeelslid van niveau A zoals omschreven in het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 houdende de Waalse Ambtenarencode, aangewezen door de Directeur-Generaal van de "SPW EER".

Art. 3. De steun bedoeld in dit besluit betreft de geïntegreerde portefeuille met betrekking tot de thematiek van de ondernemingsoverdracht.

Die thematiek omvat twee cheques, namelijk :

1° de cheque "diagnose afstand of overname";

2° de cheque "begeleiding afstand of overname".

Onverminderd de voorwaarden bepaald bij het decreet van 21 december 2016 en het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2017, hebben de cheques met betrekking tot de thematiek "overdracht van ondernemingen" tot doel het volgende te bevorderen :

1° de overname door een projectontwikkelaar van een micro-, kleine of middelgrote onderneming waarvan de bedrijfszetel zich op het grondgebied van het Waalse Gewest bevindt.

2° de overname door een onderneming, ongeacht de geografische locatie van de bedrijfszetel, van een micro-, kleine of middelgrote onderneming waarvan de bedrijfszetel zich op het grondgebied van het Waalse Gewest bevindt.

3° de overname door een onderneming waarvan de bedrijfszetel zich op het grondgebied van het Waalse Gewest bevindt, van een andere onderneming, ongeacht de geografische locatie van de bedrijfszetel;

4° de duurzaamheid van de overname van een onderneming waarvan de bedrijfszetel op het grondgebied van het Waalse Gewest gevestigd is, gedurende de periode na de overname, omschreven als de periode van maximaal drie jaar vanaf de datum van ondertekening van de afstandsovereenkomst;

5° de overdracht door een overdrager van een onderneming waarvan de bedrijfszetel op het grondgebied van het Waalse Gewest gevestigd is.

Art. 4. Bij de indiening van het dossier zijn de volgende documenten nodig :

1° de door het platform gegenereerde chequeaanvraag;

2° de door het platform gegenereerde overeenkomst tussen begunstigde en dienstverlener. Deze kan aangevuld worden met elementen die specifiek zijn voor de gevraagde steun.;

3° het de-minimisattest;

4° het KMO attest.

Bij het afsluiten van het chequedossier bevat het dossier de volgende documenten :

1° het door het platform gegenereerde prestatieverslag. Deze kan aangevuld worden met elementen die specifiek zijn voor de gevraagde steun.;

2° de factuur van de dienstverlener.

De aanvraag ingediend door een projectontwikkelaar moet de documenten in § 1, 3° en 4° niet bevatten.

Art. 5. Met uitzondering van de steun in verband met de cheque bestemd voor de projectontwikkelaar is deze steun een *de-minimis* steun in de zin van Verordening (EU) nr. 1407/2013 van de Commissie van 18 december 2013 betreffende de toepassing van de artikelen 107 en 108 van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie op de-minimissteun.

Art. 6. De in aanmerking komende kosten die door de cheques van de thematiek "overdracht van ondernemingen" gedekt worden, bestemd voor de projectontwikkelaar of de onderneming, vallen onder de pijler "advies" van de elektronische portefeuille van de onderneming.

Art. 7. Het maximumbedrag van de overheidssteun bedraagt 22.000 euro over een periode van drie jaar in het kader van de cheques "overdracht van onderneming".

Art. 8. Overeenkomstig artikel 10 van het decreet van 21 december 2016 en de artikelen 12 tot 14 van het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2017, mogen enkel, voor de in aanmerking komende kosten van de cheques in verband met de thematiek "overdracht", de dienstverleners die door de "SPW EER" gelabeld zijn, na advies van het referentiecentrum en van een specifiek adviescentrum, de dienstverleningen in verband met deze cheques uitvoeren.

In het kader van de cheques in verband met de thematiek "overdracht" wordt het specifiek adviescentrum verstaan als het ethisch comité van SOWACCESS.

HOOFDSTUK II. — *Cheque "diagnose afstand of overname"*

Art. 9. De types in aanmerking komende kosten via de cheque "diagnose afstand of overname" zijn de kosten in verband met een reeks prestaties met betrekking tot een aanvraag voor een diagnose of een stand van zaken om een afstand- of overnameproces te begeleiden en voor te bereiden.

Afhankelijk van de mate van voorbereiding van de projectontwikkelaar of van de begunstigde onderneming, kunnen de prestaties die in aanmerking komen in het kader van de diagnose afstand of overname, met name bestaan uit :

- 1° een diagnose of een stand van zaken;
- 2° strategische aanbevelingen : actieplan;
- 3° een valorisering;
- 4° juridisch advies;
- 5° verscheidene audits.

Art. 10. De steun, bestemd voor de projectontwikkelaar of de onderneming, bedraagt maximaal vijfenzeventig procent van het totaal bedrag van de in aanmerking komende kosten.

Het maximumbedrag van de overheidssteun bedraagt 7.000 euro over drie jaar.

De diagnose "afstand of overname" wordt binnen zes maanden vanaf de ontvankelijkheid van het dossier uitgevoerd.

Art. 11. Wat de cheque "diagnose afstand of overname" betreft bevat de aanvraag eveneens een attest aangevraagd bij SOWACCESS, naast de in artikel 4 bedoelde documenten.

HOOFDSTUK III. — *Cheque "begeleiding afstand of overname"*

Art. 12. De types kosten die in verband met de cheque "begeleiding afstand of overname" in aanmerking komen, zijn de kosten die betrekking hebben op consultancykosten, na de diagnose "afstand of overname", in verband met de afstand of de overname van een onderneming zoals met name :

- 1° de valorisering van de onderneming;
- 2° het zoeken naar tegenpartijen;
- 3° de uitwerking van afstandsovereenkomsten;
- 4° het juridisch advies (uitgezonderd fiscaal advies);
- 5° de verwezenlijking van financiële, sociale of milieuaudits.

De in aanmerking komende kosten omvatten ook de kosten in verband met de strategische begeleiding en het beheersadvies voor de overnemer tijdens een periode na de overname van maximaal drie jaar vanaf de datum van ondertekening van de afstandovereenkomst.

Art. 13. Naast de in artikel 4 bedoelde documenten omvat de aanvraag voor de cheque "begeleiding afstand of overname" ook een diagnose "afstand of overname" die vereist is, ongeacht of deze al dan niet binnen het stelsel uitgevoerd wordt.

Met uitzondering van de strategische begeleiding en het beheersadvies voor de overnemer gedurende een periode na de overname van maximaal drie jaar vanaf de datum van ondertekening van de afstandovereenkomst, indien de aard van deze begeleiding geen voorafgaande diagnose vereist.

Art. 14. 14. De steun, bestemd voor de projectontwikkelaar of de onderneming, bedraagt maximaal vijftig procent van het totaal bedrag van de in aanmerking komende kosten.

Het maximumbedrag van de overheidssteun bedraagt 15.000 euro over drie jaar.

De dienstverleningen moeten binnen de twaalf maanden na de ontvankelijkheid van het dossier uitgevoerd worden.

Art. 15. In het kader van de cheque "overdracht" voegt de dienstverlener bij zijn factuur een executieverslag dat minstens de volgende gegevens bevat, naast de minimelementen bedoeld in artikel 20 van het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2017 :

1° de gedetailleerde planning van de werkelijke dagen van dienstverlening;

2° in geval van onderaanneming, de gegevens van de onderaannemer alsook de datums van dienstverlening;

3° in voorkomend geval, een onderscheid tussen de dienstverleningen die in het kader van de overeenkomst uitgevoerd worden en die die buiten de overeenkomst uitgevoerd worden;

4° de vermelding :

"Het bedrag van..... euro, dat overeenkomt met chequenr. [chequennummer], zal worden betaald door de uitgever van de cheque, verdeeld tussen een overheidssteun van..... euro en een aandeel betaald door de begunstigde van..... euro.

Het te betalen saldo bedraagt dus..... euro en komt overeen met..... (bijv. : BTW, reiskosten,...).".

Art. 16. Overeenkomstig het decreet van 15 december 2011 houdende organisatie van de begroting, de boekhouding en de verslaggeving van de Waalse overheidsbestuursseenheden, kan de "SPW EER", in het kader van de controle en de invordering als bedoeld in afdeling 6 van hoofdstuk 1 van het decreet van 21 december 2016, elk nuttig document opvragen dat bewijst dat de steun gebruikt wordt voor de doeleinden waarvoor hij wordt toegekend.

HOOFDSTUK IV. — *Eindbepaling*

Art. 17. Dit besluit treedt in werking op 8 april 2019.

Namen, 4 april 2019.

P.-Y. JEHOLET

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2019/202952]

4 AVRIL 2019. — Arrêté ministériel portant exécution partielle, en matière d'innovation, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2017 portant exécution des chapitres 1^{er}, 3 et 4 du décret du 21 décembre 2016 portant octroi d'aides, au moyen d'un portefeuille intégré d'aides en Région wallonne, aux porteurs de projets et aux petites et moyennes entreprises pour rémunérer des services promouvant l'entrepreneuriat ou la croissance, et constituant une banque de données de sources authentiques liées à ce portefeuille intégré

Le Ministre de l'Economie et de la Recherche,

Vu le décret du 21 décembre 2016 portant octroi d'aides, au moyen d'un portefeuille intégré d'aides en Région wallonne, aux porteurs de projets et aux petites et moyennes entreprises pour rémunérer des services promouvant l'entrepreneuriat ou la croissance, et constituant une banque de données de sources authentiques liées à ce portefeuille intégré, les articles 1^{er}, § 3, 1^o, 3^o et 4^o, 2, alinéa 1^{er}, 6, § 1^{er}, alinéa 3, et § 2, alinéas 1^{er} et 2, 1^o et 2^o, 7, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, et § 2, alinéas 1^{er} et 3, 1^o et 2^o, 9, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, et § 2, 10, § 2, alinéas 1^{er} et 2, et § 3, alinéa 1^{er}, 11, 12, 14, alinéas 1^{er}, 1^o, 2^o, 3^o, 5^o et 6^o, et 2, 37 et 38, alinéa 2;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2017 portant exécution des chapitres 1^{er}, 3 et 4 du décret du 21 décembre 2016 portant octroi d'aides, au moyen d'un portefeuille intégré d'aides en Région wallonne, aux porteurs de projets et aux petites et moyennes entreprises pour rémunérer des services promouvant l'entrepreneuriat ou la croissance, et constituant une banque de données de sources authentiques liées à ce portefeuille intégré, les articles 5, 6, 7, 20 et 22;

Vu le rapport du 12 décembre 2018 établi conformément à l'article 3, 2^o, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 31 janvier 2019;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 15 mars 2019;

Vu la demande d'avis dans un délai de 30 jours, adressée au Conseil d'État le 5 février 2019, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant l'absence de communication de l'avis dans ce délai;

Vu l'article 84, § 4, alinéa 2, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973,

Arrête :

CHAPITRE I^{er}. — *Dispositions générales*

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté ministériel, l'on entend par :

1° le décret du 21 décembre 2016 : le décret du 21 décembre 2016 portant octroi d'aides, au moyen d'un portefeuille intégré d'aides en Région wallonne, aux porteurs de projets et aux petites et moyennes entreprises pour rémunérer des services promouvant l'entrepreneuriat ou la croissance, et constituant une banque de données de sources authentiques liées à ce portefeuille intégré;

2° l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2017 : l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2017 portant exécution des chapitres 1^{er}, 3 et 4 du décret du 21 décembre 2016 relatif portant octroi d'aides, au moyen d'un portefeuille intégré d'aides en Région wallonne, aux porteurs de projets et aux petites et moyennes entreprises pour rémunérer des services promouvant l'entrepreneuriat ou la croissance, et constituant une banque de données de sources authentiques liées à ce portefeuille intégré;

3° le SPW EER : le Service Public de Wallonie Economie, Emploi, Recherche;

4° la plateforme web : l'application web, visée à l'article 1^{er}, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 6^o, du décret du 21 décembre 2016, accessible à l'adresse www.cheques-entreprises.be

5° l'entreprise : l'entreprise définie à l'article 1^{er}, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, du décret du 21 décembre 2016 et ne relevant pas des secteurs suivants :

a) le secteur de la pêche et l'aquaculture (code NACE-BEL : 03.);

b) le secteur de la production primaire de produits agricoles (code NACE-BEL : 01.1 à 01.5).